



Mouvement international ATD Quart Monde
Comité international 17 octobre
Forum du refus de la misère
Mars 2024

SYNTHÈSE DES RÉPONSES REÇUES À LA CONSULTATION PROPOSÉE PAR LE COMITÉ INTERNATIONAL 17 OCTOBRE

**JOURNÉE MONDIALE DU REFUS DE LA MISÈRE
2024-2025**

Table des matières

Avant-propos.....	4
<i>Le contexte de la consultation.....</i>	<i>4</i>
<i>La démarche de la synthèse.....</i>	<i>5</i>
Concernant notre éthique.....	6
Concernant l’écriture (et la lecture) inclusive.....	6
Concernant l’usage de ce document.....	6
1. La maltraitance, une dimension cachée de la pauvreté.....	7
<i>a) Maltraitance, de quoi parle-t-on ?.....</i>	<i>7</i>
<i>b) La maltraitance des institutions.....</i>	<i>9</i>
Peur, méfiance et incompréhension.....	9
Nonaccès et dématérialisation.....	10
Violence scolaire.....	11
Santé.....	12
Séparation des familles.....	12
Aide contre-productive.....	13
<i>c) La maltraitance de la société.....</i>	<i>13</i>
Harcèlement et absence de modèles.....	14
« C’est de notre faute » : le prix de la honte et des humiliations.....	14
Poids des préjugés.....	15
Exclusion, rejet et discriminations.....	15
Travail et exploitation.....	16
<i>d) Focus sur l’existence légale.....</i>	<i>16</i>
2. Qu’est-ce que la maltraitance révèle ?.....	17
<i>a) La maltraitance gagne du terrain.....</i>	<i>18</i>
Vulnérabilité et inégalités sociales.....	18
« La maltraitance est la nouvelle question sociale ».....	20
<i>b) Besoin de comprendre et de nommer ce que l’on vit.....</i>	<i>22</i>
<i>c) L’engrenage de la violence.....</i>	<i>24</i>
3. Agir aujourd’hui pour la justice.....	25
<i>a) Chacun·e doit faire sa part du chemin.....</i>	<i>25</i>
<i>b) Se mettre ensemble pour s’émanciper.....</i>	<i>26</i>
Retrouver la confiance.....	26
Des chemins d’émancipation.....	27
La force des rencontres impossibles.....	28
<i>c) Transformer la société.....</i>	<i>29</i>
Créer les conditions de la participation de toutes et tous.....	29
Donner de la voix.....	30
Organiser des coalitions.....	31
<i>d) Croisement partout, croisement tout le temps !.....</i>	<i>32</i>
Les personnes en situation de pauvreté, lanceuses d’alerte.....	32

Face à la violence, croiser nos savoir, croiser nos luttes.....	33
4. Premiers échos à cette synthèse.....	34
<i>a) Éléments de contexte.....</i>	<i>34</i>
<i>b) Quelques éléments de réflexion.....</i>	<i>34</i>

Avant-propos

Le contexte de la consultation

La consultation a été lancée cette année pour choisir le thème de la Journée mondiale du refus de la misère, reconnue depuis 1992 par l'Organisation des Nations Unies (ONU) comme Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté, pour les deux années à venir, en 2024 et 2025.

Deux grands thèmes ont été proposés par le Mouvement ATD Quart Monde en lien avec nos amis et partenaires de l'ONU à New York :

- **Thème 1 : Vaincre la maltraitance sociale et institutionnelle**

Les personnes en situation de pauvreté ont parlé de l'éclatement des familles, de la façon dont elles sont tenues pour responsables de la pauvreté, de la faible qualité ou de l'inadéquation des services publics et sociaux, ou encore des différents obstacles (y compris l'identité juridique) à l'accès à ces services. Ces affronts à leur dignité développent et nourrissent en elles un sentiment d'exclusion et d'humiliation, voire de préjudice, causé par des institutions conçues pour leur donner les moyens d'agir ou de se prendre en charge. Ce thème mettra en évidence les dimensions « relationnelles » cachées de la pauvreté : 1) la façon dont les personnes en situation de pauvreté sont perçues négativement et mal traitées par la société et 2) la façon dont les institutions, par leurs actions ou leur inaction, échouent à répondre de manière appropriée et respectueuse aux besoins des personnes en situation de pauvreté.

- **Thème 2 : De nouveaux lendemains pour chaque enfant, chaque famille et chaque personne laissés pour compte**

Les familles en situation de pauvreté ont souvent parlé de l'impact des inégalités sur leur vie et de la douleur causée par la séparation de leur famille en raison de leur situation difficile. Dans certains contextes, les parents se sentent ou sont amenés à se sentir inadéquats et honteux de leur situation et sont constamment inquiets pour l'avenir de leurs enfants et de leur famille. Ce deuxième thème est celui de l'émancipation¹. Il vise à mettre en avant les conditions à rassembler pour que les personnes en situation de pauvreté reprennent en main leur propre destin et construisent un avenir pour chaque enfant et chaque famille. Ces conditions incluent le droit à une identité juridique, le droit à une histoire, le droit à un environnement durable et pacifique propice à leur développement et à leur prospérité. Le deuxième thème s'appuiera sur le travail de plaidoyer du Mouvement en faveur de la famille et s'inscrit parfaitement dans le contexte

¹ *Note de l'équipe : nous avons fait le choix de traduire le mot anglais "empowerment" utilisé comme un nom par le mot "émancipation". Émancipation vient d'un mot latin ("emancipare") qui veut dire affranchir un esclave, le libérer de sa condition servile. Par extension, émanciper signifie libérer d'une autorité, d'une domination ou d'une dépendance, affranchir d'une contrainte, d'une aliénation ou d'un préjugé. En permettant de se libérer et de devenir autonome, l'émancipation est une étape indispensable dans la transformation de la société et pour l'accès de tou-te-s aux droits de tou-te-s. (Source : [La Toupie](#))*

mondial du 30^e anniversaire de l'Année internationale des familles proclamée par les Nations unies en 2024.

Ces propositions tiennent compte de la promesse de « éliminer complètement l'extrême pauvreté dans le monde entier » de l'agenda 2030 des Nations unies ainsi que des différents rendez-vous internationaux à venir, notamment la Commission du développement social qui s'est tenue au mois de février 2024, le Forum politique de haut niveau sur le développement durable qui aura lieu en juillet, le Sommet de l'avenir en septembre et le 30^e anniversaire de l'Année internationale de la famille. Les thèmes proposés tiennent également compte de la recherche sur les [*Dimensions cachées de la pauvreté*](#) menée par ATD Quart Monde en collaboration avec l'Université d'Oxford, qui a suscité des réflexions profondes et des pistes d'action que nous voulons continuer à explorer en 2024 et 2025.

La démarche de la synthèse

La consultation a reçu **189 contributions** de **43 pays** différents. Parmi ces contributions, nous comptons 171 réponses individuelles (soit 91 % des réponses) et 16 contributions collectives. À plusieurs endroits (comme au Burkina Faso, aux États-Unis ou encore en Pologne), des personnes se sont mises ensemble pour prendre le temps de réfléchir aux questions posées et construire une réponse collective. Au moins **214 personnes** venues d'horizons et aux expériences de vie très différentes ont participé à la consultation cette année. Certaines parmi elles résistent au quotidien face à la misère. Trop peu encore, malheureusement. La participation des personnes en situation de grande pauvreté à la consultation représente cette année **13 %** (27 contributions). Ce chiffre nous engage collectivement à chercher les conditions à créer pour permettre la participation des premier·e·s concerné·e·s dans les années à venir. Comment rejoindre les personnes les plus opprimées par la pauvreté et leur permettre de briser le silence ? Nous savons qu'il faut du temps pour créer des espaces où elles puissent prendre la parole de manière sûre, libre et reconnue. Deux autres enjeux se trouvent devant nous : encourager la participation au-delà de l'Europe (qui représente 60 % des réponses cette année) et continuer à soutenir la participation des ami·e·s et partenaires du Mouvement ATD Quart Monde afin d'en faire un outil utile à toutes et tous.

Ce document est une synthèse de l'ensemble des réponses reçues à la consultation qui voudrait restituer aussi fidèlement que possible le paysage des idées et des arguments, celui des morceaux de vie qui ont été partagés avec nous au fil des contributions. Nous avons cherché à faire ressortir des idées clés, à mettre en avant des paroles fortes qui les illustrent. Au-delà d'une compilation, nous souhaitons que cette synthèse permette une mise en dialogue des diverses contributions entre elles. Nous avons cherché les convergences, les expériences similaires ou les idées qui se renforcent pour dessiner des lignes de fuite. C'est une matière vivante qui ne connaît pas de point final. Nous espérons que ce dialogue se poursuive d'une manière ou d'une autre, à commencer par les célébrations de la Journée partout à travers le monde, avec chacun·e d'entre vous.

Concernant notre éthique

Cette synthèse a été préparée par l'équipe du Forum du refus de la misère avec le soutien du Comité international 17 octobre. Cette équipe est composée de volontaires permanents du Mouvement ATD Quart Monde, praticiens qui n'ont pas l'expérience de la grande pauvreté. Lorsque nous ne pouvons pas citer intégralement ou directement certaines contributions, nous nous efforçons de faire exister ces idées à travers des "chapeaux" rédigés par notre équipe. Nous sommes conscients que nous avons des biais d'interprétation et de confirmation – pour ne donner que deux exemples, ils sont plus nombreux ! – qui influencent la lecture et l'analyse de ces contributions. Notre travail collectif et vos relectures vigilantes sont la seule garantie que nous avons pour prévenir une capture du sens de tous ces témoignages.

Concernant l'écriture (et la lecture) inclusive

Pour la part de ce document que notre équipe a rédigée, nous avons fait le choix d'utiliser autant que possible des mots englobants ou, à défaut, d'écrire les mots au féminin et au masculin réciproquement, au risque parfois d'alourdir le texte. Nous nous servons du point médian quand la forme courte l'exige, comme dans les titres, par exemple. Les citations qui sont l'essentiel de ce document n'ont pas été modifiées, sauf pour des raisons de forme. Lorsqu'elles sont abrégées ou tronquées, pour des raisons de longueur ou de sens, nous utilisons le signe [...]. Les ajouts éventuels se trouvent entre crochets [] et en *italique* pour donner le sens d'un acronyme, par exemple, et ainsi apporter de la clarté au propos. Ils sont le fait de l'équipe d'édition de la synthèse. Nous espérons que celle-ci soit lisible par toutes et tous.

Concernant l'usage de ce document

Cette synthèse est une ressource à la disposition du Comité international 17 octobre dans son travail de plaidoyer, notamment à travers la note explicative du thème international. Elle est à la disposition de toutes les personnes qui ont contribué à ce processus de consultation. Elle cherche à mettre en lumière la somme de nos efforts et de nos engagements communs, dans un monde agité, pour faire vivre un courant mondial du refus de la misère dont le grand rendez-vous a lieu chaque 17 octobre. Elle voudrait modestement illustrer le fait que l'esprit du 17 octobre ne se résume pas à une journée du calendrier mais qu'elle est un feu qui brûle toute l'année pour donner le signal que « nous portons un monde nouveau dans nos cœurs ² », un monde de justice et de dignité.

Que chaque personne ayant contribué à cette consultation soit ici chaleureusement remerciée !

2 PAZ Abel, *Durutti in the Spanish Revolution*. Édimbourg, AK Press, 2007, p. 478

1. La maltraitance, une dimension cachée de la pauvreté

« La maltraitance sociale et institutionnelle casse notre dignité. Ça fait que souvent tu te sens faible car tu donnes toutes tes forces pour faire quelque chose et à la fin tu ne vois pas les résultats. C'est quelque chose qui divise. »

Gouba, Burkina Faso

« Dans ma communauté et même dans ma famille, nous n'avons pas la sécurité nécessaire sur le plan de la santé, de l'alimentation... Tout le monde rêve d'un meilleur lendemain. L'État doit garantir cela à toutes les personnes, parents et enfants. »

Louise, République démocratique du Congo

a) Maltraitance, de quoi parle-t-on ?

La maltraitance est **une injustice** que subissent les personnes en situation de pauvreté. Une personne nous dit : « la maltraitance sociale et institutionnelle est à la fois la cause et la conséquence de la pauvreté. » (*Marie-Laure, France*). Elle serait « le nœud de la pauvreté en France » (*contribution anonyme, France*). En Suisse, une importante recherche³ conduite en croisement des savoirs⁴ a identifié « la maltraitance sociale et institutionnelle comme centrale et primordiale dans la perpétuation de la pauvreté » (*Pierre, France*). Il s'agit aussi d'une réalité vécue par les personnes en situation de pauvreté sous d'autres latitudes :

« La maltraitance sociale et institutionnelle renforce la vulnérabilité des personnes en situation de pauvreté dans les quartiers précaires et tend à les maintenir dans un état d'indignité continue. » *Théophile, Cameroun*

En Côte d'Ivoire, une équipe du Mouvement ATD Quart Monde engagée avec des personnes qui mènent un combat quotidien contre la grande pauvreté témoigne :

« L'exclusion, la non considération, les humiliations et le non respect des personnes dans les institutions du fait de leur rang social sont des obstacles à l'épanouissement et au développement personnel. » *Contribution collective, Côte d'Ivoire*

Mais, alors, de quoi s'agit-il exactement ? Peut-on donner une définition de ce qu'est la **maltraitance** ? La recherche internationale menée par ATD Quart Monde avec l'université d'Oxford sur les dimensions cachées de la pauvreté nous donne de nouvelles perspectives sur la réalité vécue par de nombreuses personnes laissées à la marge de nos sociétés. Parmi ces

3 ATD Quart Monde Suisse, *Rapports entre institutions, société et personnes vivant dans la pauvreté en Suisse : une expérience de violence qui continue*. 2023. Consultable en ligne : https://atd.ch/wp-content/uploads/2023/09/23-07-21_RapportPIS-FR-v2-WEB-5.pdf.

4 L'approche du [Croisement des savoirs et des pratiques](#) avec des personnes en situation de pauvreté a été développée par le Mouvement ATD Quart Monde. Elle permet la participation à parts égales de professionnel-le-s, d'universitaires et de personnes directement concernées par l'expérience de la grande pauvreté. Par une méthodologie rigoureuse, cette démarche met en dialogue les savoirs d'expérience de la vie en milieu de grande pauvreté avec des savoirs d'action et des savoirs académiques pour produire une meilleure compréhension de la réalité, des problèmes de société et coproduire des connaissances plus justes. Elle met ensemble des personnes aux réalités de vie et aux horizons différents qui se parlent, prennent le temps de mieux se comprendre pour composer de nouveaux savoirs qui mènent au combat pour la transformation de la société.

dimensions cachées, la recherche a mis en évidence des **dynamiques relationnelles**, c'est-à-dire ce qui se joue dans les relations quotidiennes entre les individus, les différents groupes sociaux et les institutions (comme l'école, les services sociaux ou administratifs). Autrement dit, ces dimensions relationnelles montrent comment les personnes qui ne vivent pas la pauvreté affectent la vie de celles qui y sont confrontées. « Elles montrent que la pauvreté est façonnée par la manière dont les différents groupes de la société se perçoivent et se traitent mutuellement »⁵. On doit à cette recherche d'avoir mis des mots sur ces aspects de l'expérience de la pauvreté qui étaient jusque-là cachés ou très peu pris en compte dans les débats publics.

L'accent est mis sur le fait que « la maltraitance sociale et institutionnelle constitue **un frein important dans l'accès aux droits fondamentaux** » (*Geneviève, France*) alors qu'une autre contribution suggère que « vaincre la maltraitance institutionnelle, c'est permettre l'accès aux droits de tous par tous et casser la reproduction de la misère » (*Isabelle, France*). Un correspondant du Forum du refus de la misère⁶ au Bangladesh souligne cet aspect et fait le lien avec la responsabilité sociale des États face à la grande pauvreté :

« Malheureusement, les institutions sociales et gouvernementales traitent les pauvres comme de simples bénéficiaires de dons plutôt que comme des détenteurs de droits. Les gens ne sont pas non plus conscients qu'il s'agit de leurs droits. En outre, des problèmes tels que la corruption, le népotisme politique, etc. empêchent de mettre fin à la pauvreté. » *Shahidul, Bangladesh*

L'expérience répétée de la maltraitance sociale et institutionnelle prive les personnes en situation de pauvreté de leur capacité à agir pour changer les choses. Il s'agit d'une violence qui provoque beaucoup de souffrance. Elle « casse les efforts des plus pauvres » (*contribution collective, Burkina Faso*) et instaure un rapport de domination qui les place dans une situation de dépendance.

« Les communautés indigènes du groupe d'îles Calamian, dans la province occidentale de Palawan aux Philippines, vivent quotidiennement le fossé qui les sépare des autres colons (Philippins venant de nombreuses autres régions, investisseurs dans les industries touristiques ou agroalimentaires, etc.) pour la fourniture des services publics de base comme l'accès à l'eau douce, la communication, l'aide à l'adaptation au changement climatique, etc. « Être oublié » des listes d'investissements publics et être abandonné à des « cadeaux conditionnés » est une situation qui place les familles, les communautés en pauvreté dans une situation de dépossession de leur pouvoir d'agir (*disempowerment*) et de dépendance vis-à-vis des intérêts d'autrui. [...] » *Michel, Philippines*

« [...] je veux mentionner [...] la façon dont la pauvreté « asservit » les gens : à cause de la pauvreté, les gens deviennent des esclaves/prisonniers à la maison, dans leurs

5 BRAY R., DE LAAT M., GODINOT X., UGARTE A., WALKER R., *Les dimensions cachées de la pauvreté*. Montreuil, Éditions Quart Monde, 2019, p. 18

6 Le Forum du refus de la misère est un réseau mondial d'amitié qui rassemble des personnes engagées à créer un monde plus juste en cherchant à rejoindre celles et ceux que la misère oppresse. Ce Forum est un espace de dialogue et de partage d'expériences qui cherche, en partant des savoirs de vie des personnes en situation de grande pauvreté, à produire une connaissance qui mène au combat.

relations, au travail, dans les maisons de retraite, etc. Leur liberté et leurs choix sont limités, ils sont contraints de subir des mauvais traitements ; leur vie privée leur est retirée » *Paulina, Pologne*

b) *La maltraitance des institutions*

Dans cette recherche, la **maltraitance institutionnelle** est définie comme :

« l'incapacité des institutions nationales et internationales, de par leurs actions ou leur inaction, à répondre de manière appropriée et respectueuse aux besoins et à la situation des personnes en situation de pauvreté, ce qui les conduit à les ignorer, les humilier et à leur nuire. »⁷

Peur, méfiance et incompréhension

Cette maltraitance grandit souvent sur des incompréhensions mutuelles, des préjugés sur les personnes en situation de grande pauvreté. Ces *a priori* créent de la méfiance et de la peur chez les usagé-e-s les plus éloignés des services publics ou des institutions censées les soutenir. Bien souvent, les conditions ne sont pas réunies pour permettre une écoute vraie et une réciprocité. C'est un frein à l'accès de toutes et tous aux droits de toutes et tous.

« Je vois avec les familles en situation de pauvreté qu'il y a une méfiance envers elles de la part des institutions qui sont supposées les aider et qui coupent ou n'accordent pas l'aide au moindre prétexte. [...] On ne comprend pas pourquoi elles sont déclarées inéligibles par les institutions concernées. » *Alain, Île Maurice*

« [...] On est aussi dépendant des institutions. Très souvent, il faut aller demander de l'aide. On est sous pression. Courir à gauche et à droite, raconter sa vie encore et encore. Nous revivons des jugements, basés sur notre apparence, sur notre histoire familiale, sur notre parcours... Alors dans les contacts avec les services d'aide, on ne se sent pas compris. La communication est difficile. Il arrive qu'on n'ose même plus demander de l'aide, car on a l'impression que personne ne peut ou ne veut nous aider. » *Contribution collective, Luxembourg*

« Nous avons à l'UNAPP [*Union nationale des acteurs de parrainage de proximité*] travaillé sur la question des "ressources" des familles et des entourages et des situations de discrédit qu'elles vivent. Les difficultés que les familles rencontrent dans l'éducation de leurs enfants - précarité économique, séparations familiales, violence conjugale, origine étrangère, etc., les empêchent d'être crédibles auprès d'institutions susceptibles de les aider ! » *Lise-Marie et Michel, France*

« On nous dit de faire des démarches et de parler. Mais si on parle, nos paroles sont déformées : on est interprété à leur manière. » *Contribution collective, France*

7 BRAY R., DE LAAT M., GODINOT X., UGARTE A., WALKER R., *op. cit.*, p. 19

Non-accès et dématérialisation

Nous ne sommes pas toutes et tous à égalité face aux démarches administratives de toutes sortes que la vie en société peut nous conduire à faire. Banda du Sénégal nous interpelle quand il demande « plus de considération et d'attention envers les groupes vulnérables à tous les niveaux et en particulier les personnes handicapées, donc ne laissons personne en rade ! » (*Banda, Sénégal*). Cela pose la question de l'accessibilité des services publics, du langage utilisé par l'administration qui est souvent difficile à comprendre – même pour les personnes qui ne vivent pas la grande pauvreté, qui n'en a pas déjà fait l'expérience ? -, de la complexité des démarches et des procédures qui peuvent perdre ou décourager des personnes qui souffrent déjà des préjugés et d'un manque de confiance en soi. Avec le développement de l'automatisation et de l'intelligence artificielle, c'est un nouveau risque d'exclusion qui apparaît. De nombreuses contributions nous disent combien la dématérialisation des services publics est loin d'en rapprocher celles et ceux qui sont les plus fragiles ou qui en sont les plus éloigné·e·s. Quand les algorithmes mis en place pour automatiser les procédures ne servent pas indirectement (ou pas) à surveiller et punir certaines personnes parmi les plus en difficulté. Comment sont construits ces algorithmes ? Comment cette intelligence artificielle est-elle programmée ? Et au service de qui ?

« Les démarches administratives sont complexes avec parfois des demandes à refaire annuellement, par exemple pour la subvention de loyer, les logements sociaux, l'assistance judiciaire... Il arrive même que des documents déposés pour un dossier ne soient déjà plus valides au moment où le demandeur dépose le dernier document exigé. S'y ajoute le fait que de plus en plus de démarches doivent être faites en ligne et que des documents sont écrits en langage administratif ou dans une langue inconnue. » *Contribution collective, Luxembourg*

« L'accueil dans les services publics est de plus en plus rare pour faire place au tout numérique, ce sont les plus précaires qui en pâtissent et se retrouvent le plus souvent face à des "accueillants" démunis, mal formés ou insuffisants en nombre pour faire face aux demandes des usagers [...] » *Béatrice, France*

« Chaque jour je rencontre des personnes qui subissent des maltraitances qui deviennent des violences institutionnelles générées par des systèmes qui délaissent l'humain pour le remplacer par des algorithmes, du numérique (CAF [*Caisse d'allocations familiales*], préfecture, par exemple). » *Marc, France*

« Nous craignons que la poursuite de la numérisation entraîne une exclusion encore plus grande des citoyens et ne leur cause encore plus de problèmes. » *Marion, Pays-Bas*

« En Belgique et en Espagne par exemple, l'accès aux aides sociales est de plus en plus automatique. Si tu as droit à une aide, c'est à toi de faire la démarche de la demander. En fait, l'automatisation est surtout utilisée pour surveiller et punir. La pauvreté augmente mais les personnes qui reçoivent ces aides publiques diminuent. » *Thibault, France*

« Au Royaume-Uni, le DWP [*Département du travail et des retraites*] ne renvoie plus les personnes dans le besoin vers les banques alimentaires en invoquant le GDPR [*Règlement général de protection des données*] comme une piètre excuse alors qu'en réalité, les personnes peuvent donner leur consentement. » *Yvonne, Royaume-Uni*

« Étant un organisme de défense collective pour les personnes assistées sociales, nous constatons que les nouvelles pratiques au MESS [*Ministère de l'emploi et de la solidarité sociale*] (entre autres le passage numérique, les barrières de langues aux anglophones, et le décloisonnement des dossiers des agent.e.s) devient une relation quasi-abusive avec les prestataires. L'utilisation de l'intelligence artificielle au niveau de l'aide sociale risquera d'approfondir la maltraitance institutionnelle et sociale que les personnes assistées sociales connaissent déjà assez bien... » *Fiona, Canada*

Violence scolaire

À l'école, il y a la violence d'un système formaté et construit pour reproduire l'ordre qui classe et hiérarchise les individus dès le plus jeune âge et qui légitime ainsi les inégalités d'accès aux ressources (matérielles, sociales et symboliques). L'école, bien souvent, produit de l'exclusion et entretient une compétition entre les enfants qui n'est rien d'autre qu'une façon de les "préparer" à la concurrence entre les individus au sein de la société (dans l'accès à un emploi, un travail ou aux ressources pour survivre). Cela se traduit, notamment, par une orientation scolaire vers des filières professionnalisantes (plus courtes, moins bien considérées par la société) ou des voies de garage imposées à de nombreux jeunes dont le seul tort est, bien souvent, d'être né·e·s et de grandir en milieu de pauvreté ou de grande pauvreté.

« L'un des plus gros problèmes que je vois est le fonctionnement des écoles en Pologne. Les notes sont plus importantes que les élèves, les situations individuelles ne sont pas suffisamment prises en considération. Les enfants détestent l'école qui les fait se sentir stupides, qui ne soutient pas leur développement, qui n'apprécie pas leurs talents et leur individualité ; les enfants qui connaissent des échecs scolaires dès leur plus jeune âge subissent beaucoup de pression et de contraintes. L'école n'apprend pas aux enfants à penser de manière indépendante et affaiblit leur confiance en eux. Cela conduit à la fois à des traumatismes et à de mauvais départs dans la vie. » *Paulina, Pologne*

« Au Pays de Galles, l'exclusion scolaire liée à la pauvreté est un autre sujet relevant de la "maltraitance institutionnelle". Les écoles ne comprennent pas comment la pauvreté affecte les apprenants qui sont alors victimes de discrimination (exclusion des activités, intimidation et stigmatisation). » *Mary, Royaume-Uni*

« Souvent, les enfants de familles en situation de pauvreté sont orientés de manière abusive vers des enseignements d'exclusion. » *Arnaud, Belgique*

Santé

En ce qui concerne l'accès aux soins, plusieurs contributions pointent le manque de prévention, d'information et la dégradation des services de santé là où ils existent. Les personnes en situation de grande pauvreté dont les conditions de vie difficiles exposent à de plus grands risques pour leur santé (physique et mentale) sont les premières victimes de cette déficience des services de soins, souvent privés des moyens de faire correctement leur travail en raison des choix politiques des États.

« Même lorsque les gens demandent de l'aide, ils n'obtiennent pas les informations qu'ils pourraient obtenir même s'ils les demandent. Une personne souffre d'un handicap depuis de nombreuses années, mais ce n'est que l'année dernière qu'elle a appris qu'elle pouvait bénéficier d'une allocation supplémentaire. Dans certains cas, les employés de bureau disent aux gens quelque chose de trompeur. [...] Les personnes ne reçoivent pas de soutien lorsqu'elles en ont besoin, elles n'ont pas d'aide pour éviter les crises, les institutions interviennent lorsque la situation est déjà très mauvaise. » *Contribution collective, Pologne*

« Par exemple, les personnes souffrant de maladies mentales sont placées dans des maisons de soins éloignées de leur ancien domicile, ce qui accroît leur isolement. » *Contribution collective, Pologne*

« L'accès aux services de santé est essentiel pour l'éradication de la pauvreté, mais des millions de personnes dans le monde n'ont pas accès aux soins de santé de base en raison de facteurs tels que le coût de ces soins, l'éloignement géographique et l'insuffisance des infrastructures de santé. » *Sulosh, Afrique du Sud*

Séparation des familles

La grande pauvreté empêche celles et ceux qui la vivent de vivre en famille. Il y a dans les États sociaux du Nord, le retrait et le placement d'enfants en raison de la pauvreté dans laquelle vivent leurs familles, justifiés bien souvent par les "carences éducatives" de parents qui se voient ainsi culpabilisés. Il y a les conditions matérielles de la vie en milieu de grande pauvreté qui brisent les liens familiaux quand les personnes sont chassées par la guerre ou des événements climatiques extrêmes.

« [...] je suis en lien avec des familles et des personnes séparées de leurs enfants. Comment c'est possible que les États et la société n'ont pas trouvé une manière d'accompagner les familles en difficulté au lieu d'enlever leurs enfants ? » *Olivia, France*

« Les familles désespérées en raison du manque de ressources financières (ce qui entraîne un stress important et des problèmes de santé) voient de plus en plus leurs enfants placés. La maltraitance institutionnelle est un terme idéal pour désigner le phénomène d'un gouvernement national qui fixe les niveaux de revenus si bas qu'il est à

l'origine de ce problème et charge le gouvernement local de "sauver" les enfants de la situation provoquée par ces politiques nationales. » *Mary, Royaume-Uni*

« Parfois, on pense que cette séparation [*des familles*] ne peut exister que légalement, mais ce n'est pas comme ça. La pauvreté elle-même peut séparer les enfants et les familles, de nombreuses familles quittent leur foyer à cause de la migration. Le manque de travail ou de logement les pousse à émigrer vers d'autres endroits. » *Guillermo, Bolivie*

« La séparation des familles est à la base de la recrudescence du nombre des plus pauvres dans certains pays. Comme en République Démocratique du Congo par exemple, la séparation des familles est l'une des raisons qui ont causé la présence d'un grand nombre d'enfants en situation de rue, qui les exposent à la grande pauvreté future. » *Édouard, République démocratique du Congo*

Aide contre-productive

Quand elle n'est pas pensée et construite avec des personnes directement concernées, l'aide mise en place par les États ou les programmes de développement se montrent bien souvent inefficaces ou contre-productifs, produisant parfois plus de mal que de bien.

« L'État met en place des programmes d'aide avec des budgets pour venir en aide aux familles et aux personnes en précarité, mais les critères pour y accéder sont en complet décalage avec la réalité et des fois, ils sont discriminatoires. » *Patricia, Île Maurice*

« Les politiques de développement non réfléchies dans les pays subsahariens entravent la lutte contre la pauvreté et entraînent l'échec de la mise en œuvre de l'examen volontaire national (NVR) et des 17 objectifs de développement durable au niveau national. » *Gasper, Tanzanie*

« Nous ne sommes pas considérés comme des familles qui ont besoin d'aide ou de soutien, mais comme des parents qui ont échoué. Nos conditions de vie ne sont pas prises en compte. Cette perception de l'échec fausse les relations entre parents et professionnels et devient un prétexte pour reproduire la domination des institutions sur les parents. » *Séminaire européen « Construire un avenir sans pauvreté pour les enfants : parents et société ensemble » (novembre 2023)*

c) La maltraitance de la société

En ce qui concerne la **maltraitance sociale**, nous trouvons là aussi une définition dans le rapport sur les dimensions cachées de la pauvreté :

« La maltraitance sociale décrit la façon dont les personnes en situation de pauvreté sont perçues négativement et maltraitées par d'autres personnes et groupes informels. »⁸

« La maltraitance sociale est [...] source de beaucoup de mépris, de jugements et d'isolement. » *Saleh, République démocratique du Congo*

Harcèlement et absence de modèles

« Il existe un gros problème de harcèlement psychologique dans les écoles ; de nombreux élèves souffrent d'anxiété et de dépression. » *Paulina, Pologne*

Il y a « un manque de modèles issus de la diversité (à l'école, par exemple) qui font que des enfants ne s'imaginent pas faire certains métiers ou se disent que ce n'est pas fait pour eux. » *Laurent, France*

« Je travaille souvent avec des personnes issus de minorités ethniques qui manquent de sentiment d'appartenance et qui, pour la première fois de leur vie, trouvent la vie au Royaume-Uni stressante. Je compatis également avec les jeunes hommes qui ont des figures paternelles absentes et qui manquent de bons modèles. » *Jill, Royaume-Uni*

« C'est de notre faute » : le prix de la honte et des humiliations

Les personnes qui résistent au quotidien face à la misère nous disent haut et fort : nous vivons « la discrimination, l'humiliation et la déshumanisation » (*Emma, Bolivie*). C'est peut-être une des plus grandes violences qu'exerce la société sur les personnes qui vivent en grande pauvreté que de faire tomber sur leurs épaules la responsabilité de ce qu'elles vivent. Quel est le prix de tant de honte transmise de génération en génération ?

« [Il n'y a] rien de pire que la façon dont les personnes, sans nous le dire en face, nous font comprendre que c'est de notre faute. Et du coup on se renferme et on s'oublie. » *Contribution collective, France*

« La honte et l'humiliation dans lesquelles vivent les adultes très pauvres sont transmises de fait aux enfants qui voient leurs parents humiliés. » *Isabelle, France*

« La maltraitance institutionnelle a des conséquences sociales de retrait de la vie, d'enfermement dans la honte qui détruit notre identité. Ce sont des souffrances indélébiles qui nous marquent à vie. » *Nathalie, France*

« [...] lorsque nous parlons de la honte que ressentent les parents, c'est de maltraitance qu'il s'agit. » *Kim & Babette, États-Unis*

8 *Ibid.*, p. 20

Poids des préjugés

« Lorsqu'il s'agit de pauvreté, les politiciens accusent le parti qui était au pouvoir avant eux, les médias et la société accusent les pauvres d'être responsables de cette situation, certains secteurs de la société accusent les immigrants ou les mauvais parents ou toute personne qui n'est pas "comme eux". Tout le monde est tellement occupé à trouver des excuses pour blâmer quelqu'un d'autre qu'il ne produit jamais rien de positif. » *Janet, Royaume-Uni*

« Les choses ne changeront pas tant que l'idée que les gens se font de la pauvreté ne changera pas. Ceux qui ont l'argent et le pouvoir d'apporter les changements nécessaires pour améliorer la situation n'agissent pas parce qu'ils considèrent qu'il s'agit d'un problème qui ne les concerne pas ; et le grand public est amené à croire que les personnes en situation de pauvreté l'ont provoquée elles-mêmes. C'est totalement faux. » *Janet, Royaume-Uni*

« Les préjugés et la discrimination restent très forts. Les réponses institutionnelles et privées restent la distribution de biens matériels plutôt que l'autonomisation et la sensibilisation. » *Fanchette et Vincent, États-Unis*

« Je constate chaque jour dans mon environnement immédiat que les personnes vivant dans une grande pauvreté n'ont aucune chance ni même aucun espoir de mener une vie de qualité. Je connais les programmes d'éducation du secteur social et du secteur de la santé qui évoluent en parallèle et sont incapables de se renforcer mutuellement. Je sens l'écart incommensurable entre l'opinion officielle de l'État et une perspective plus humaine. Et je vois aussi avec quelle facilité beaucoup de gens les jugent sans connaître la situation. » *Nora, Hongrie*

Exclusion, rejet et discriminations

« Actuellement, malgré les efforts des entités d'action sociale, la situation de pauvreté et d'exclusion continue de constituer un frein pour des millions de personnes dans le monde. Il s'agit notamment des femmes, des jeunes, des personnes âgées, des minorités ethniques, des migrants et des personnes handicapées. Toutes ces personnes ont un accès limité aux opportunités de participer activement à la société, et se voient refuser l'accès aux ressources, aux droits, aux biens et aux services. » *Lucila, Espagne*

« Pendant les élections locales, de nombreuses promesses de développement socio-économique sont effectuées par les hommes politiques. Une fois l'élection passée, ces promesses restent vaines marquées parfois par une exclusion et une mise à l'écart des personnes pauvres dans l'élaboration des projets de développement de leurs espaces malgré leur maîtrise des réalités locales. » *Théophile, Cameroun*

« [...] c'est dans ces attitudes [*de maltraitance*] qu'il y a la division entre les gens et pour avancer, on doit être unis. Dans la famille, on est aussi maltraité, si tu n'as rien, on

ne te regarde pas. Si un [*membre*] de ta famille a les moyens et qu'il a un souci, tout le monde se mobilise pour lui. Mais si tu n'as rien, on ne se soucie pas de toi. » *Innocent, Burkina Faso*

« Concernant la discrimination socio-économique, nous vivons dans une société où la considération et le respect dans la famille et la communauté sont conditionnés par la capacité de mobiliser des fonds. Ceci pousse les personnes à te côtoyer, à te respecter et à ne pas te considérer comme un moins que rien. » *Édouard, République démocratique du Congo*

« Les institutions exercent une stigmatisation et une discrimination involontaire, et leurs politiques sont guidées par le gouvernement. Pendant ce temps, la société s'inspire de ces institutions en absorbant le discours du blâme, perpétuant ainsi la stigmatisation. » *Mary, Royaume-Uni*

« En Bolivie et dans presque tous les pays où le machisme est si fort, de nombreuses femmes subissent tant de violences, de discriminations, etc., parce qu'elles sont femmes et encore plus parce qu'elles sont pauvres. Mais un avenir meilleur est possible pour eux si nous commençons à rendre ce problème visible et à le mettre au cœur du sujet. » *Soledad, Bolivie*

« Comme [*ces enfants*] n'ont rien ils savent créer avec rien, mais ces qualités n'ont aucune valeur et aucune place pour l'école qui est à l'image de sa société. L'école ne sait pas reconnaître le combat de toute une vie de leur mère. Elle ignore ce combat et donc elle est elle-même dépourvue. » *Jonathan, France*

Travail et exploitation

« Le manque d'opportunités d'emploi et de travail décent est un facteur majeur de pauvreté. Des niveaux élevés de chômage et de sous-emploi, en particulier parmi les jeunes et les populations vulnérables, contribuent à la pauvreté et à l'exclusion sociale persistantes, en particulier en Afrique du Sud. » *Sulosh, Afrique du Sud*

« [...] je pense aux enfants qui sont enlevés à leurs familles et victimes de la traite et soumis au travail forcé, je pense aux communautés productrices de cacao qui vivent et luttent quotidiennement contre la pauvreté tandis que d'autres profitent. » *Lynn, Royaume-Uni*

d) Focus sur l'existence légale

Arrêtons-nous un instant sur une maltraitance institutionnelle qui constitue un enjeu majeur dans de nombreux pays du monde et qui touche en premier lieu les personnes en situation de grande pauvreté : l'accès à une identité légale pour toutes et tous. Cette question recoupe aussi bien la question de l'enregistrement de chaque enfant à la naissance que celle du droit à la domiciliation (avoir une adresse stable qui est souvent indispensable pour faire reconnaître

légalement son identité). Qu'elle soit le fruit d'un manque d'infrastructure ou de moyens humains de la part d'État de bonne volonté ou, au contraire, l'instrument d'une oppression politique visant des minorités ethniques, l'absence de reconnaissance légale de l'existence de pans entiers de la population a des conséquences dramatiques. Elle crée des enfants puis des adultes « fantômes » dont tous les droits sont bafoués puisqu'ils n'existent pas aux yeux de l'État. C'est leur accès à l'éducation, aux soins, à un travail décent qui est menacé. Leur épanouissement et leur existence sociale mêmes sont menacés tant cette situation les expose à de nombreux dangers.

« Il y a une maman qui est venue accoucher dans un hôpital de la place. Après l'accouchement, elle a demandé l'acte de naissance de l'enfant. On donne 2000 francs pour l'avoir. Mais il faut que tu remplisses un document au préalable. Mais cette dame ne sait ni lire, ni écrire. Elle a demandé au médecin de remplir pour elle. Malgré qu'elle ait parlé, parlé pour que le médecin remplisse pour elle, elle n'a pas eu de suite. C'est une maman à côté qui l'a aidé à remplir. Après l'avoir rempli, on lui a demandé de partir. Après un mois, elle est revenue pour la pesée de l'enfant. Mais en cherchant l'acte de naissance, cette dernière a fait des va-et-vient pendant un mois alors qu'elle avait déjà soldé les 2000 francs. Mais à chaque fois, on lui dit de revenir. Puis à la fin, elle a dû abandonner la démarche, car il n'y avait personne qui l'écoutait. Donc si la personne abandonne la recherche de ce document, comment l'enfant va aller à l'école, comment l'enfant peut avoir une identité légale. » *Annie, Burkina Faso*

« Oui, le cas de l'identité légale en Centrafrique. Bon nombre d'enfants voire même d'adultes ne possèdent pas l'acte de naissance et la majorité est dépourvue de certains services tels que l'inscription à l'école, les démarches de l'identité nationale, le visa... Plusieurs ONG nationales et internationales, grandes personnalités et autres institutions se sont investies pour donner les actes de naissance aux enfants. C'était une bonne chose mais les problèmes n'étaient pas résolus du fait que chaque jour il y a des naissances. Aussitôt que les projets prenaient fin, le problème revenait. C'était un cercle vicieux. Nous nous sommes dit qu'au lieu de distribuer les actes de naissance comme des cacahuètes, ce serait bien d'apprendre aux différentes communautés les démarches à mener et de simplifier le chemin qui empêchent les parents de suivre les démarches normales. » *Bob, Centrafrique*

2. Qu'est-ce que la maltraitance révèle ?

« *Nous sommes coresponsables. Comment est-ce que "ce que je suis, ce que je fais et ce que je pense" sert aux autres et la "maison" que nous habitons ?
Comment créer une conscience que tout est lié ?* »

Olivia, France

Nous avons besoin de lever le voile sur la maltraitance institutionnelle, de comprendre ce qu'est cette violence exercée, délibérément ou involontairement, par les institutions à travers celles et ceux qui les représentent. Nous avons besoin de comprendre comment la violence des

institutions et celle exercée par la société s'articulent l'une à l'autre et comment l'une rend possible l'autre. Les personnes concernées par l'expérience de ces maltraitances ont besoin de mettre des mots sur ce qu'elles vivent. Poser des mots sur les maux pour prendre la distance nécessaire et pouvoir agir. Cette prise de conscience du fait qu'elles ne sont pas coupables de leur situation, de la nature des violences qu'elles subissent est une étape indispensable à tous les niveaux de la société, aussi bien pour les personnes qui subissent l'oppression que pour celles qui l'exercent ou s'en rendent complices en la tolérant. Elle ouvre un chemin pour se transformer soi-même et transformer la société à partir de l'expérience des personnes que nos sociétés maltraitent le plus.

a) *La maltraitance gagne du terrain*

Vulnérabilité et inégalités sociales

Dans le monde tel qu'il va (ou ne va pas) aujourd'hui, les phénomènes climatiques extrêmes, les guerres, les conflits armés se multiplient et prennent une ampleur que nous pensions appartenir au passé. Ces crises rendent encore plus vulnérables les personnes qui vivent en milieu de misère.

« Les conflits dans le monde et leurs conséquences divisent les gens et créent de nouvelles situations de pauvreté et d'exclusion sociale. » *Fanchette et Vincent, États-Unis*

« [*En raison*] des crises causées par des catastrophes naturelles, des conflits armés inter- et intracommunautaires dans de nombreux pays du monde, les enfants et des familles en général vivent dans des conditions très critiques et inquiétantes. » *Darwin, République démocratique du Congo*

« Les étapes pour améliorer les conditions de vie des enfants et des familles délaissés sont énormes. Pour nous en République démocratique du Congo, les guerres sont provoquées pour piller les richesses du pays par les impérialistes qui gardent nos dirigeants dans leur coffre du pouvoir. Ce sont les enfants et les familles qui payent les frais. Pour que cela cesse, nous devons changer le cours des choses, car même les élections n'apportent pas encore de solutions réelles. » *José, République démocratique du Congo*

« [...] les conflits appauvrissent et réduisent à néant le bon travail accompli. [*Nous devons*] investir dans les aspects non monétaires et monétaires de la pauvreté. » *Anonyme*

Parmi les phénomènes extrêmes qui aggravent la situation des personnes ayant l'expérience de la grande pauvreté, de nombreuses contributions ont relevé que les inégalités socio-économiques augmentent. Elles creusent toujours plus le fossé qui sépare les personnes qui détiennent le plus de ressources (économiques, financières, sociales, culturelles et symboliques) de celles qui en ont le moins ou qui en sont privées.

« Les inégalités économiques restent un obstacle important à l'éradication de la pauvreté. L'écart entre les riches et les pauvres continue de se creuser dans de nombreux pays, y compris notre pays, l'Afrique du Sud, exacerbant les tensions sociales et entravant les efforts visant à sortir les gens de la pauvreté. » *Sulosh, Afrique du Sud*

« L'inégalité croissante dans notre monde... Comment les gens s'appauvrissent d'un côté, tandis qu'un petit nombre s'enrichit de l'autre, ce qui indique que le problème du monde n'est pas celui du manque de ressources mais de l'inégalité d'accès aux ressources. » *Gideon, Nigeria*

Cette injustice des inégalités affecte l'ensemble de la société. Elle est le fruit d'« un manque de bonne gouvernance »⁹ de la part de la puissance publique. Comme le note Roberto, la maltraitance institutionnelle se traduit par des politiques publiques des États qui jouent le rôle de Robin des bois mais à l'envers : prendre aux personnes que la pauvreté oppresse pour donner à celles qui sont déjà les mieux loties. Alors que la production de la richesse est accaparée par une petite minorité d'individus, les risques sont assumés par l'ensemble de la société. Il s'agit d'« une gouvernance socialement irresponsable », c'est-à-dire un mode de prise de décision publique « qui ne se préoccupe pas des conséquences sociales des politiques économiques (montée des inégalités, pauvreté, précarité) même en période de croissance économique »¹⁰.

« Le déséquilibre des salaires produit des troubles sociaux, générant une lutte des classes qui se manifeste dans l'essor de l'économie informelle et les citoyens sont obligés de rechercher des sources de revenus dangereuses, non seulement pour les individus mais pour la communauté tout entière. » *Elvira, Colombie*

« Au Royaume-Uni et au niveau mondial, la pauvreté peut être considérée comme le résultat des inégalités, où la prime de pauvreté redistribue la richesse extraite des plus pauvres vers les propriétaires d'entreprises (probablement riches). [...] » *Mary, Royaume-Uni*

« La question des inégalités, au niveau économique, se traduit par des politiques fiscales injustes et discriminatoires et par des programmes "d'austérité" qui réduisent les services sociaux » *Roberto, Uruguay*

« Le fossé entre les riches et les pauvres se creuse. [...] [*Il y a une*] influence des politiques et de la gestion gouvernementales incorrectes dans l'aggravation des problèmes socio-économiques de la population. Nous aimerions promouvoir l'idée de mettre en œuvre la lutte contre la corruption comme l'un des facteurs de lutte contre la pauvreté. De nombreuses personnes n'ont pas de réelles possibilités politiques d'influencer le gouvernement de leur pays et d'améliorer leur situation socio-économique. » *Shakhnoza, Ouzbékistan*

9 Cité dans BRAY R., DE LAAT M., GODINOT X., UGARTE A., WALKER R., *op. cit.*, p. 19

10 AZMANOVA Albena, *Contre la précarité. L'anticapitalisme du XXI^e siècle*. Paris, Seuil, coll. « Économie humaine », 2023, p. 176.

Les filets de sécurité mis en place par la puissance publique dans les pays occidentaux ne suffisent plus à épargner les personnes les plus fragilisées de conditions de vie très dures. Au contraire, les conditions d'accès à ces aides sont complexes ou deviennent de plus en plus difficiles, quand l'intelligence artificielle n'est pas mise au service du contrôle et de la sanction contre les personnes en situation de grande pauvreté.

« La question du revenu minimum est capitale. Le gouvernement actuel a supprimé le RDC (*Reddito di Cittadinanza* [Revenu de citoyenneté]) mis en place par le gouvernement précédent. L'*Assegno per l'esclusione* [allocation pour l'exclusion] qui la remplace est très conditionnée, et limitée dans le temps. Plus de 50% des bénéficiaires du RDC l'ont perdu. D'où l'absence de revenu, l'impossibilité de se soigner avec un système sanitaire national de plus en plus privatisé. » *Jean, Italie*

« Comment se fait-il que les prestations de l'État ne soutiennent pas un niveau de vie de base pour les plus pauvres ? » *Ishbel, Royaume-Uni*

« La maltraitance est la nouvelle question sociale »¹¹

La question de la maltraitance permet de mettre en évidence une dynamique plus large qui travaille l'ensemble de la société. L'insécurité économique grandissante provoque un phénomène de précarisation globale qui traverse les différentes couches de la société, des milieux de grande pauvreté jusqu'aux cadres supérieur·e·s des grandes entreprises cotées en Bourse. La mise en concurrence généralisée, la pression qui augmente au travail ont vu le syndrome d'épuisement professionnel, par exemple, devenir un problème majeur des sociétés occidentales. Les travailleur·se·s des services gouvernementaux qui sont au contact des personnes en situation de pauvreté sont aussi soumis·e·s à des conditions de travail dégradées. Elles n'ont pas toujours les moyens de faire correctement leur métier, n'ayant parfois pas les moyens matériels et humains de conduire la mission pour laquelle elles ont été recrutées. Ces situations sont, elles aussi, source de souffrance.

Il y a « l'épuisement professionnel de personnes compétentes et de bonne volonté qui n'ont plus le choix que de quitter leur travail en laissant leur poste à des personnes non qualifiées. » *Marie, France*

« La maltraitance sociale et institutionnelle touche la grande majorité des gens, qu'elle contribue à empêcher les plus précaires à sortir de la pauvreté, qu'elle touche les usagers mais aussi les professionnels travaillant dans ces institutions. » *Anonyme*

« Dans mon expérience professionnelle, j'ai vu des personnes travaillant dans les services qui se sentaient également frustrées de ne pas avoir assez d'outils pour aider les gens correctement. Les personnes travaillant dans les services ont également besoin d'une bonne formation et d'opportunités pour mieux servir les gens. Il faut que les gens en soient conscients. » *Jackie, États-Unis*

11 Note de l'équipe : nous devons à Albena AZMANOVA de formuler ainsi le problème que plusieurs contributions ont exprimé.

Face à « la folie » du monde, un sentiment d'impuissance est partagé par beaucoup. Plusieurs contributions en témoignent. Les injustices de plus en plus grandes, les oppressions et les rapports de domination qui se jouent et se rejouent dans les interactions quotidiennes nous laissent parfois désarmé·e·s. La montée en puissance de pouvoirs autoritaires fait planer un risque sur les libertés individuelles et publiques autant que sur la démocratie. Face à ces défis, il est légitime d'éprouver des doutes sur les avancées que nous pouvons raisonnablement obtenir dans notre combat pour mettre fin à la misère.

« La pauvreté est liée à des circonstances créées le plus souvent par des forces extérieures sur lesquelles l'individu n'a aucun pouvoir et, en fait, la société dans son ensemble n'a que très peu de moyens de contrôle. Nous devons donc cesser de chercher des coupables et commencer à chercher le changement. » *Janet, Royaume-Uni*

« Comment briser l'indifférence envers les personnes les plus pauvres dans les institutions étatiques et para-étatiques ? Comment changer la vie des personnes plus pauvres dans la durée ? » *Anonyme*

« Nous avons créé un monde injuste et cela se reflète dans le pouvoir exercé par les dirigeants, les gouvernements, les autorités, les hommes d'affaires, etc. C'est-à-dire ceux qui, pour une raison quelconque, sont des dirigeants, des patrons ou des propriétaires. » *Max, Guatemala*

Comme la recherche internationale sur les *Dimensions cachées de la pauvreté* l'a bien montré, l'expérience de la grande pauvreté est en grande partie ignorée. Elle se résume encore trop souvent à des mesures quantitatives de la pauvreté monétaire, à une réduction à la seule dimension matérielle et financière de la privation, à des seuils qui n'ont pas beaucoup de sens par rapport à la réalité vécue des personnes qui résistent au quotidien à la misère. Plusieurs voix révèlent que la pauvreté elle-même est encore cachée, dissimulée au regard de la société. Dans un contexte de mobilisation sociale contre les inégalités sociales de plus en plus criantes, pourquoi la grande pauvreté est-elle encore autant occultée et celles et ceux qui la vivent réduit·e·s au silence ?

« Je vis dans la classe moyenne, suisse qui plus est, depuis 60 ans et j'ai eu la chance de ne connaître aucun traumatisme socio-économique. Ce bien-être est une réalité et une normalité dans ce pays comme il l'est dans d'autres régions en Europe, et occulte complètement l'idée qu'un individu vivant dans un tel environnement puisse se faire de la pauvreté, car elle est cachée ou ignorée et rapidement oubliée dès lors qu'elle apparaît ici ou là. [...] Le regard sur la pauvreté se détourne presque toujours. »

Daniel, Suisse

b) Besoin de comprendre et de nommer ce que l'on vit

Pour saisir et nommer ce que les personnes en situation de grande pauvreté vivent au quotidien, il faut comprendre que « tout est lié, rien n'est figé »¹² comme l'a montré la recherche menée en France sur les dimensions cachées de la pauvreté. Il s'agit d'adopter une approche systémique pour montrer comment ces différentes dimensions interagissent entre elles. Ces liens ne sont pas mécaniques : « Une dimension n'induit pas nécessairement une autre. Dans chaque situation concrète, les liens prennent une forme différente. Il n'y a pas de déterminisme entre une dimension et une autre »¹³. Cela signifie que dans les plis de la vie d'une personne qui fait l'expérience de la grande pauvreté, ces différentes dimensions s'agencent d'une façon différente selon le lieu où elle vit, l'identité de la personne, son groupe et sa culture d'appartenance par exemple. On comprend que lorsqu'on parle de la maltraitance institutionnelle et sociale, il s'agit de violence et que ces violences naissent de rapports de pouvoir et de domination. Derrière cette question, c'est bien de pouvoir qu'il s'agit. Mais il faut tout de suite faire la différence entre deux formes de pouvoir : le « pouvoir de » prendre sa vie en main, d'agir sur son existence et son environnement, c'est-à-dire le pouvoir qui donne de la puissance, celui qui grandit et le « pouvoir sur » quelqu'un ou quelque chose, c'est-à-dire le pouvoir qui domine et qui écrase. Cela rejoint les deux expériences transversales identifiées par les différentes équipes de recherche sur les dimensions cachées de la pauvreté à travers le monde : le combat et la dépendance. « La *dépendance*, c'est être à la merci d'une autre personne ou d'une institution. Le *combat* est double, c'est une lutte difficile pour la survie et, à la fois, une capacité à résister. »¹⁴

« En effet, la structure sociale a de nombreux impacts sur la lutte contre la pauvreté. Si les pauvres parmi les pauvres sont exclus et ne sont pas reconnus, la lutte contre la pauvreté sera éternelle et sans prospérité. Il est donc très important de dévoiler les réalités de nos sociétés pour faire prévaloir les intérêts de tous et donner la priorité à ceux qui sont le plus en retard afin d'instaurer l'égalité sociale, la justice et le progrès pour tous. » *Gasper, Tanzanie*

« La précarisation continue et j'ai l'impression que nous n'arrivons pas à penser en terme "systémique". Je trouverais pertinent d'inscrire nos réflexions sur des structures qui traversent toute la société (capitalisme, racisme, sexisme) en les vulgarisant afin de

12 BENDJABALLAH A., CONSOLINI-THIÉBAUD C., DE LAAT M. *et alii*, « Tout est lié, rien n'est figé. » *Comprendre les dimensions de la pauvreté en croisant les savoirs*. Montreuil, Éditions Quart Monde, 2019.

13 *Ibid.*, p. 11

14 BENDJABALLAH A., CONSOLINI-THIÉBAUD C., DE LAAT M. *et alii*, *op. cit.*, p. 12

comprendre qui sont les responsables des inégalités. Rendre ces mécanismes concrets à travers des exemples d'acteurs, d'événements, etc. » *Charles, Suisse*

« [...] cela apparaît de manière voilée sous le thème de la discrimination mais le mot *abus* a un peu plus une connotation de violence et de domination. C'est de cela dont nous parlons. » *Cristina, Espagne*

« L'être humain est social par nature, nous sommes donc tous dépendants les uns des autres. Toutefois, nous ne parlons pas ici d'interdépendance mais de la dépendance qui restreint la liberté. La dépendance induit un rapport d'autorité, de domination, voire de soumission, dans certains cas. »¹⁵

« La maltraitance institutionnelle s'appuie en premier lieu sur des préjugés aussi tenaces que faux. Elle peut aussi devenir discrimination pour cause de pauvreté quand la différence de traitement est avérée. C'est un critère inscrit dans la loi [*en France*] depuis 2016 grâce au combat du Mouvement ATD Quart Monde. Pourtant, depuis, nous n'avons pas réussi à l'utiliser car il est souvent mal connu ou difficilement prouvable. Ce thème est une opportunité de se repencher plus précisément sur la discrimination pour cause de pauvreté. » *Contribution collective, France*

La lecture systémique de la grande pauvreté nous permet de saisir que cette expérience s'inscrit dans un système complexe de rapports de pouvoir. Plusieurs contributions ont mis en évidence un rapport de domination structurelle, c'est-à-dire que les institutions qui organisent la vie en société exercent des contraintes sur les jugements et les actions des individus. Ces rapports de domination produisent une injustice structurelle : en fonction de votre place dans la société, vous avez plus ou moins de pouvoir pour décider des « règles du jeu ». C'est le cas par exemple de l'exploitation des travailleur-se-s qui est commandée par la course au profit sans limite. Une personne nous dit :

« **La pauvreté est un choix politique.** Ce sont les institutions qui définissent et mettent en œuvre les choix politiques qui déterminent le niveau de pauvreté d'une personne et sa qualité de vie. » *Contribution anonyme*

« Renverser le système politique : l'homme devant l'économie. L'économie est juste un moyen, l'homme est premier. » *Nathalie M., France*

Cela rejoint ce que l'équipe de coordination internationale de la recherche sur les dimensions cachées de la pauvreté explique à propos de cette maltraitance institutionnelle :

« Alors que certaines institutions ont pour mandat de s'attaquer à la pauvreté et d'améliorer la vie des gens, il est fréquent qu'elles ne le fassent pas. Il faut alors vivre avec les conséquences des déficiences du gouvernement à faire respecter les politiques et les lois existantes, une distribution inéquitable des ressources et des services, une corruption persistante, un manque d'accès à la justice et pas de voix au chapitre dans les décisions prises par le gouvernement ou au sein de la société civile. »¹⁶

15 *Idem*, p. 13

16 BRAY R., DE LAAT M., GODINOT X., UGARTE A., WALKER R., *op. cit.*, p. 20

« La réduction de la pauvreté de la communauté des agriculteurs du Bangladesh reste irréalisable en raison du système de marché existant pour les produits agricoles, qui ne permet pas aux agriculteurs d'obtenir un prix rentable pour leurs produits. Le développement de petites entreprises dans le domaine de la conservation et de la transformation des récoltes a été identifié comme la solution aux problèmes des agriculteurs, pour lesquels ces derniers ont besoin d'un investissement initial et d'un soutien technologique. » *Shahidul, Bangladesh*

c) *L'engrenage de la violence*

Nous pouvons lire dans le rapport sur les dimensions cachées de la pauvreté :

« La maltraitance sociale mène à l'incapacité de reconnaître ce que les personnes en situation de pauvreté peuvent apporter à la société (contributions non reconnues) et à la maltraitance institutionnelle qui, à son tour, entraîne un accès différencié aux ressources et le déni des droits. La maltraitance sociale est plus aiguë pour les personnes qui sont en outre victimes de préjugés pour d'autres motifs tels que le handicap, le genre, l'orientation sexuelle ou l'appartenance ethnique. Elle peut également être exacerbée par certaines traditions et croyances culturelles. »¹⁷

Tout est lié : la maltraitance sociale rend possible et produit la violence des institutions à l'égard des personnes qui vivent la grande pauvreté. Ces différentes formes de violence se croisent, ce qui amplifie l'exclusion et la souffrance. Nous avons aussi besoin de comprendre ce que vivent les personnes de la grande pauvreté exposées à d'autres formes de discriminations (comme le racisme, le sexisme, l'homophobie, la transphobie pour donner quelques exemples). Comment, dans la vie de ces personnes, ces différentes formes d'oppression s'articulent et interagissent entre elles.

« Vaincre les abus me semble important car le racisme et la discrimination sont des formes d'abus qui naissent des inégalités et qui, à leur tour, les approfondissent. »
Roberto, Uruguay

« Nombre de choix politiques et de débats en France et dans le monde nourrissent la division au lieu de renforcer la fraternité, le service public et le sens du commun. Et les personnes qui en pâtissent le plus sont celles qui cumulent le plus de difficultés, de vulnérabilités et d'exclusion. » *Florence, France*

« Les niveaux d'extrême pauvreté auxquels sont confrontés les familles comptant des membres handicapés et leurs aidants familiaux non rémunérés. » *Ishbel, Royaume-Uni*

Nous avons besoin de faire un :

« examen des intersections de la race, du sexe, de l'origine ethnique, de la religion, du handicap et d'autres identités sociales dans la perpétuation de la discrimination socio-

17 BRAY R., DE LAAT M., GODINOT X., UGARTE A., WALKER R., *op. cit.*, p. 20

économique. Ces sujets constituent un point de départ pour les efforts de recherche et de plaidoyer visant à lutter contre la maltraitance sociale et institutionnelle et à promouvoir l'autonomisation des individus et des communautés marginalisés, et bien d'autres encore. » *Sulosh, Afrique du Sud*

3. Agir aujourd'hui pour la justice

« Nous sommes fatigués de toute cette pauvreté, surtout ici aux États-Unis, nous devrions parler moins et agir plus. Quand les choses vont-elles changer ? »

Kim et Babette, États-Unis

a) Chacun·e doit faire sa part du chemin

L'approche systémique des dimensions cachées de la pauvreté permet de mettre en évidence l'articulation entre le niveau individuel et le niveau collectif : « Pour comprendre la pauvreté, il est nécessaire de comprendre à la fois l'expérience individuelle de la pauvreté (c'est-à-dire son approche micro), le phénomène sociétal qu'est la pauvreté (son approche macro) et leur interaction. Regarder uniquement l'expérience individuelle mène à la culpabilisation ou à la compassion : « *C'est de leur faute, quand on veut, on peut !* » ou « *Ils n'ont pas eu de chance dans la vie !* ». À l'inverse, regarder la pauvreté uniquement comme un phénomène sociétal mène à la victimisation des personnes en situation de pauvreté en soulignant que le problème vient seulement de la société, du système : « *C'est le système qui ne fonctionne pas bien, c'est la société qui est malade !* »¹⁸ Ce que nous montre de nombreuses réponses à la consultation, c'est que ces deux propositions de thèmes sont complémentaires. Elles relient le combat des personnes en situation de grande pauvreté pour regagner de la confiance en elles, retrouver du pouvoir d'agir sur leur vie (l'émancipation) au travail d'interpellation de la société, des institutions, des personnes qui ne vivent pas la misère pour que chacun·e prenne ses responsabilités dans ce combat commun pour mettre fin à la violence.

« En fin de compte, il s'agit d'une approche globale qui combine des éléments des deux thèmes, s'attaquant à la fois aux injustices systémiques et redonnant aux individus et aux communautés le pouvoir d'agir. C'est peut être la plus efficace pour apporter une réponse durable et inclusive à la pauvreté. » *Sulosh, Afrique du Sud*

« Nous avons choisi ces deux sujets car ils sont liés. Assurer l'avenir de tous et veiller à ce que personne ne soit laissé pour compte est une question de politique publique. Un changement systémique est possible s'il existe une volonté commune. » *Ştefania, Roumanie*

« Même si la question de la maltraitance institutionnelle est très importante pour nous, nous avons choisi la question de l'émancipation des familles et des individus pour briser le cycle de la pauvreté parce qu'elle nous semble urgente. Nous pensons que la première question est incluse dans la seconde, car lorsque nous parlons de la façon dont

18 BENDJABALLAH A., CONSOLINI-THIÉBAUD C., DE LAAT M. *et alii*, *op. cit.*, p. 11-12

les parents se sentent honteux, il s'agit de maltraitance. Commencer par les enfants pour briser le cycle de la pauvreté devrait nous permettre de travailler avec l'ensemble de la société. » *Kim et Babette, États-Unis*

« Nous avons beaucoup parlé et nous avons déployé des efforts pour émanciper les personnes vivant dans la pauvreté, mais cela ne suffit pas à changer leur vie. Si les institutions et la société ne changent pas, la pauvreté continuera à se reproduire. Et bien sûr, il ne suffit pas de dénoncer, nous cherchons à créer des alliances dans la société et dans les institutions pour promouvoir ces changements. » *Álvaro, États-Unis*

« Il faut que chacun comprenne qu'il peut être à la fois victime et responsable de maltraitance. Il faut ouvrir les yeux sur le monde qui nous entoure. Il faut aller vers les autres pour se parler et se comprendre. » *Sylvie, France*

Nous avons besoin de « travailler non seulement sur les conséquences de "l'amnésie" institutionnelle qui "oublie toujours" de consulter et de servir les plus pauvres, mais aussi travailler sur les causes de cette amnésie et sur la manière dont les fonctionnaires, dans les unités de gouvernement local, se sentent mal dans cette situation, voudraient faire quelque chose et se sentent mis en accusation. Travailler sur les "fonctionnaires non-entendus" (dans l'éducation, l'agriculture, les bureaux de gestion des catastrophes dans les unités de gouvernement locales) et donner la parole à leurs réflexions et à leurs propositions raisonnables et fondées lorsqu'ils partagent avec les familles les plus pauvres des zones où ils travaillent. » *Michel, Philippines*

b) Se mettre ensemble pour s'émanciper

« Je crois que tout le monde peut apprendre et évoluer. Changer sa propre vie et celle de sa famille. »

Xavier, République démocratique du Congo

Retrouver la confiance

Les personnes qui résistent à la misère au quotidien ont besoin de trouver des espaces sûrs, libres et reconnus où elles pourront prendre la parole, partager leurs intelligences et participer aux décisions qui les concernent. Cela nécessite de remplir un certain nombre de conditions pour qu'elles puissent retrouver la confiance perdue envers la société et ses institutions, qu'elles puissent vivre ces interactions en paix, en vérité et en sécurité. Cela demande du temps aussi, beaucoup de temps. Mais nous avons toutes et tous à y gagner en puissance d'agir et en liberté !

« Nous pensons qu'en rendant du pouvoir d'agir aux gens, en découvrant leurs talents et en les aidant à se développer, nous rendons leur dignité aux personnes en situation de pauvreté. La création de ressources et d'opportunités leur permettra de faire partie de notre société. Ce sera un enrichissement pour l'humanité. Nous devons encourager tout le monde à faire en sorte que chaque enfant, chaque famille et chaque personne exclue par la pauvreté puisse participer, à commencer par le gouvernement, les

organisations sociales, les écoles et les employeurs. La rencontre avec les personnes en situation de pauvreté, ouvertement et sur une base d'égalité sans préjugés, nous aidera à prendre conscience que c'est le seul moyen d'éradiquer durablement la pauvreté. » *Marion, Pays-Bas*

« [...] il est également très important de donner un avenir à chaque enfant, à chaque famille et à tous les laissés pour compte, car il n'est pas possible de réduire efficacement la pauvreté sans révéler le potentiel intérieur des personnes. Parallèlement, leur émancipation en tant que détenteurs de droits est tout aussi importante. Les personnes vivant dans la pauvreté manquent cruellement de confiance en elles et d'estime de soi. Les enfants, les femmes, les personnes handicapées et les autres groupes minoritaires sont les plus vulnérables et les plus laissés pour compte. Leur émancipation est indispensable pour qu'elles puissent définir elles-mêmes leur développement durable et revendiquer leurs droits. » *Shahidul, Bangladesh*

« La phrase qui dit qu'il est nécessaire pour les personnes en situation de pauvreté de reprendre leur destin en main et de construire un avenir pour chaque enfant et chaque famille est une marche à suivre pour mettre fin à la pauvreté. Chaque personne, chaque famille a besoin d'un endroit sûr (*safe place*) pour se reposer et se rétablir. » *Kim et Babette, États-Unis*

Des chemins d'émancipation

Les personnes qui vivent en milieu de grande pauvreté vivent le combat au quotidien. Dans ce mot de "combat", il y a la souffrance qu'on ne peut pas mesurer quand on ne l'a pas soi-même éprouvée. Comme si cela ne suffisait pas, elles assument souvent la charge de devoir encore expliquer ce qu'elles vivent aux professionnel·le·s du travail social, aux fonctionnaires des nombreuses administrations auxquelles elles sont confrontées, aux personnes qui veulent les aider. Et si nous changeons de regard ? Plutôt que de voir chez celles et ceux qui résistent à la grande pauvreté des personnes à soutenir, voir en elle une forme d'humanité accomplie qui détient un savoir indispensable pour construire une société plus juste. Et si nous rejoignons nos voisin·ne·s, celles et ceux que la société ou les programmes de développement rejettent, celles et ceux que l'on méprise pour mettre nos expériences en commun ? Nous avons besoin de nous former ensemble, de croiser nos regards. C'est un enjeu de société majeur pour retrouver le goût de faire et celui de vivre ensemble. En brisant le cercle vicieux de l'exclusion, en acceptant de faire confiance, nous pouvons entrer ensemble dans un chemin de militantisme qui nous émancipe de nos dépendances et de nos préjugés. Là se trouve en germe un monde nouveau, un monde de paix, de justice et de dignité.

« Réclamer ses droits, prendre la parole en public, c'est des choses que je ne connaissais pas avant. Cela doit être connu par tous. » *Herman, République démocratique du Congo*

« En investissant dans l'éducation, le développement socio-économique et le bien-être des Palestiniens, nous défendons non seulement les droits humains fondamentaux,

mais nous contribuons également à la stabilité et à la prospérité de la région. L'accès à une éducation de qualité et à des possibilités de développement des compétences permet aux individus de briser le cycle de la pauvreté et de contribuer de manière significative à leur communauté. » *Noor Addin et Samah, Palestine*

« Nous devons nous tourner vers l'émancipation des enfants et des familles. La seule façon de surmonter la maltraitance sociale et institutionnelle est de donner à la prochaine génération les moyens de demander des comptes, alors que les autres générations n'en ont pas eu » *Contribution anonyme*

« Mettre fin à la maltraitance ne signifie pas s'émanciper. La maltraitance pourrait cesser sans que la personne ou le groupe retrouve du pouvoir d'agir. Quand on a ce pouvoir, on peut lutter contre la maltraitance. » *Joséphine, Nigeria*

« La pauvreté est une question de perte de pouvoir. Lorsque nous nous concentrons sur la construction de l'avenir et l'émancipation de chaque enfant, de chaque famille et de tous ceux qui sont laissés pour compte, nous bâtissons un avenir où personne ne serait soumis à la pauvreté et nous libérerons d'immenses talents dissimulés par la pauvreté. » *Gideon, Nigeria*

« Deux domaines politiques possibles sur lesquels on pourrait se concentrer : 1. Donner du pouvoir d'agir aux jeunes en les incluant dans les processus de prise de décision politique et les préparer au marché du travail (se concentrer sur le développement et la participation des adolescents et sur les politiques du marché du travail). 2. Donner aux familles (et aux femmes) les moyens financiers de subvenir aux besoins de leurs enfants, etc. » *Contribution collective, États-Unis*

« [...] je crois que tout le monde peut apprendre et évoluer. Changer sa propre vie et celle de sa famille. Chaque être humain peut grandir et espérer un meilleur avenir. On ne peut pas évoluer seul. Faire face à l'extrême pauvreté est une démarche qui doit être collective. » *Xavier, République démocratique du Congo*

La force des rencontres impossibles

Un des chemins d'émancipation réside dans la rencontre. Oser la rencontre avec les personnes qui ne nous ressemblent pas. Cela signifie bien souvent sortir des sentiers battus, défier les injonctions à jouer le jeu de la compétition généralisée pour l'accès aux ressources. Refuser la guerre de tou-te-s contre tou-te-s et résister aux appels à la haine qui découle de la logique mortifère de mise en concurrence des économies entre elles. Prenons l'engagement de chercher à « être une chance pour les autres » (*Émile, République démocratique du Congo*). Donnons la parole aux personnes concernées et faisons en sorte que des oreilles soient là pour les entendre, que des responsables politiques, des fonctionnaires, des citoyen-ne-s soient là pour les écouter et pour se mettre en route avec elles.

« [...] c'est en osant la rencontre que les choses changeront. En étant à l'écoute que l'on pourra apprendre ensemble et faire des pas vers une société "riche de tout son monde". Un défi pour chacun, qui donne encore plus de sens à nos combats pour la planète et pour la justice. » *Saleh, République démocratique du Congo*

« Pour vaincre cette maltraitance, c'est important de changer de regard sur les personnes. Chaque fois qu'une vraie rencontre est vécue, que deux personnes de milieu différent se reconnaissent dans leur préoccupation de parents, de travailleurs etc, le respect avance et la maltraitance diminue. Chaque fois que l'on essaye de comprendre le pourquoi des situations, des manières d'agir, (et pour cela l'expérience des personnes concernées est très importante) on peut apporter des réponses plus justes, et par le fait même, moins maltraitantes. » *Nathalie, France*

« Face à cette réalité, nous devons briser le cercle d'exclusion que vivent de nombreuses familles, en les rendant actrices de leur propre processus d'inclusion. [...] C'est pourquoi l'engagement d'une société pour le changement social et celui d'un peuple émancipé dans le processus d'inclusion sociale doivent être des éléments essentiels pour qu'aucune personne ni famille ne soit laissée pour compte. » *Lucila, Espagne*

c) *Transformer la société*

Créer les conditions de la participation de toutes et tous

Si nous voulons collectivement relever ce défi de mettre fin à la misère et (re)créer une société qui garantisse à chacun·e les conditions pour vivre et s'épanouir alors nous devons penser et agir ensemble, à hauteur des yeux avec les personnes que la grande pauvreté oppresse. Cela demande de réfléchir et construire ensemble les conditions de la participation de toutes et tous : groupes de pair (personnes ayant la même expérience), espaces de recul, accessibilité (en termes de transport, de calendrier, de langage, pour ne citer que quelques exemples), soutien et non-abandon des personnes les plus fragiles, reconnaissance par les institutions, co-construction des objectifs et des moyens, formations et co-formations (en croisement des savoirs).

« L'on serait dès lors tenté de se poser la question de savoir comment la voix des personnes en situation de pauvreté est prise en compte par les politiques publiques ? Comment les consulte-t-on dans la réponse aux problèmes qu'elles posent ? Comment la société pense et traite l'exclusion des personnes en situation de pauvreté ? » *Théophile, Cameroun*

« [...] quelle marge de manœuvre pour agir dans les quartiers populaires ? Comment faire en sorte que les habitants se sentent légitimes pour occuper l'espace public qui plus est demain avec ces enjeux de sécheresse, d'autonomie alimentaire, de manque d'eau... sans devoir chaque fois créer une association pour rentrer dans les cases ou devoir rentrer dans une case existante ? » *Laurent, France*

« Si nous voulons à l'avenir que les enfants et les familles soient notre priorité dans les différentes équipes du monde, nous devons déployer nos efforts pour que ces enfants et ces familles puissent faire partie de tous les projets que les quartiers, les communautés réalisent. Sans leur participation, il n'est pas possible d'avoir un monde sans exclusion. » *Guillermo, Bolivie*

Nous devons « réfléchir à la manière dont les communautés marginalisées sont impliquées dans le processus de conception et de sélection des priorités de développement avec l'aspect de la participation de tous pour le développement durable. » *Gasper, Tanzanie*

« Le deuxième thème [*De nouveaux lendemains pour chaque enfant, chaque famille et chaque personne laissés pour compte*] nous apparaît plus approprié pour travailler la question de quelles conditions sont nécessaires aux personnes, enfants et familles pour gagner le droit à la dignité et à la liberté de choisir et d'agir. Ce thème bien sûr fera aussi apparaître les manques et maltraitements institutionnels puisque les familles avec lesquelles nous sommes engagés vivent dans des centres d'hébergement d'urgence ou elles sont régulièrement face à la menace d'expulsions. Mais ce thème pourra aussi mettre en avant les forces et les solidarités déjà existantes à l'intérieur d'une communauté ou d'une famille aujourd'hui mais aussi à travers son histoire. » *Contribution collective, Bulgarie*

« Il est important que chacune des personnes engagées dans la lutte comprenne l'importance d'œuvrer pour un meilleur lendemain pour chaque personne laissée pour compte. » *Dédényo, France*

Donner de la voix

À travers la confiance retrouvée, des espaces cherchant à créer les conditions de la participation de toutes et tous, nous pouvons nous former ensemble à prendre la parole, en donnant la priorité aux personnes directement concernées par l'expérience de la grande pauvreté. Il s'agit de faire du plaidoyer pour interpeller la société et ses institutions pour faire respecter les droits humains fondamentaux et les engagements que les États ont pris pour mettre fin à la misère.

« [...] au quotidien, nous renforçons les capacités des acteurs locaux sur le suivi des politiques publiques, les mécanismes de participation citoyenne et surtout les stratégies de dénonciation et de plaidoyers. Ces formations leur permettent d'être actifs et de faire une veille permanente sur ce qui se passe dans leurs quartiers, de questionner les élus locaux et d'éviter qu'on les place en second rang dans le développement de leurs quartiers. » *Théophile, Cameroun*

« Ma principale préoccupation est que cette journée débouche sur autre chose qu'une simple discussion et encore plus de discussions. Les gens doivent être réalistes quant aux problèmes de pauvreté qui peuvent ou ne peuvent pas être résolus. Ils doivent

commencer à inciter les gouvernements à investir dans des systèmes qui aident réellement les gens au lieu de leur opposer des obstacles. Ils doivent investir dans des services de soutien qui créent activement de meilleurs résultats pour la personne en situation de pauvreté, et ne se contentent pas de cocher des cases et de passer à autre chose. » *Janet, Royaume-Uni*

« À cette occasion, nous devons mettre nos forces en commun et faire hausser leurs voix [*des enfants et des familles les plus vulnérables*] partout dans le monde. » *Darwin, République démocratique du Congo*

« Ce deuxième thème [*De nouveaux lendemains pour chaque enfant, chaque famille et chaque personne laissés pour compte*] m'intéresse parce qu'il peut nous aider à faire un plaidoyer vis-à-vis du gouvernement pour que tous les enfants aient les mêmes chances. Beaucoup d'entre eux n'ont aucune assurance par rapport à l'avenir. Leurs parents doivent peiner pour arriver à les nourrir, à les scolariser et à répondre à tous leurs besoins fondamentaux. » *Didier, République démocratique du Congo*

Organiser des coalitions

Le combat pour mettre fin à la misère est complexe. Au-delà de l'urgence de la détresse vécue par de nombreuses personnes fragilisées par les conflits armés et les événements climatiques extrêmes, il s'agit de changer radicalement la manière de nous conduire les un-e-s à l'égard des autres. C'est un combat de longue haleine qui nécessite que nous mettions nos efforts en commun, que nous puissions partager nos expériences et célébrer nos réussites. Nous devons fédérer nos luttes, bâtir des ponts entre nos collectifs et nos associations, nous mettre en réseau et créer des alliances de combat. Rester uni-e-s, c'est aussi se donner de la force et prendre soin de nous et de nos liens pour tenir dans la durée.

« Comment nouer de nouvelles alliances et trouver de nouvelles formes d'action en commun ? Le 17 octobre, pourquoi pas ? » *Lise-Marie et Michel, France*

« Comment l'institution montre l'exemple du faire et vivre ensemble ? Comment l'incarne-t-elle sans tomber dans l'instrumentalisation ou la discrimination positive ? Comment reconnaît-elle vraiment la diversité des personnes qui subissent les discriminations ? » *Laurent, France*

« Pour éradiquer l'esclavage des enfants, la pauvreté des agriculteurs ainsi que les problèmes de justice environnementale et sociale, il est crucial que tout le monde s'unisse pour garantir que personne ne soit laissé pour compte. » *Lynn, Royaume-Uni*

« Les messages d'espoir (avec les mots "avenir", "enfance", "famille"...) ont plus d'impact que ceux qui soulignent un aspect négatif ("abus",...). Bien sûr, cela ne veut pas dire que nous ne racontons pas les situations dures, désavantageuses et difficiles des familles, mais que nous trouvons un moyen de les transmettre d'une manière qui interpelle et que nous les racontons. » *Linda, Guatemala*

La lutte contre la maltraitance sociale et institutionnelle « ne peut être laissée à la seule classe politique ; nous devons tous y être impliqués. Chaque communauté, chaque pays déterminera les moyens de surmonter les abus sociaux et institutionnels. L'avenir de l'humanité a du sens si les êtres humains sont capables d'obtenir et de préserver de meilleures conditions de vie pour eux-mêmes et pour la vie de la planète » *Yolanda, Argentine*

Nous proposons que « toutes les politiques publiques [*soient*] évaluées en fonction de leurs répercussions sur les 10% de personnes les plus pauvres. » *Marc, France*

« Les projets destinés aux personnes les pauvres doivent réellement les atteindre. » *Justin, République démocratique du Congo*

d) *Croisement partout, croisement tout le temps !*

Les personnes en situation de pauvreté, lanceuses d'alerte

« *C'est moins pire une dette d'État qu'une dette à la dignité.* »

Fiona, Canada

Par leurs expériences de vie et les savoirs qu'elles en tirent, les personnes en situation de grande pauvreté détiennent une connaissance intime de l'injustice et de l'oppression. Nous ne pouvons pas nous priver de leurs intelligences pour construire un monde plus juste, libéré de la violence. Si elles ne participent pas à la formulation des grandes questions qui traversent nos sociétés, si elles ne participent pas aux mouvements de lutte et d'émancipation alors elles seront encore exclues des réponses qui seront inventées et le but sera manqué. Pas de transformation durable de la société sans participation réelle et sincère de toutes et tous. À nous de créer ces conditions. De là où elles vivent, des quartiers de misère aux zones de relégation, les personnes en situation de grande pauvreté portent un message pour le monde : sans justice, pas de paix !

Le thème « Vaincre la maltraitance sociale et institutionnelle a « un haut potentiel fédérateur qui appelle à une mobilisation collective, qui part des plus pauvres (où les plus pauvres sont lanceurs d'alerte) et touche l'ensemble de la société. Un moyen de sensibiliser le plus grand nombre au refus de la misère [...]. » *Anonyme, France*

« Nous vivons une époque particulièrement violente pour tous et peut-être qu'aujourd'hui l'expérience et la parole des plus pauvres sur la violence et la maltraitance institutionnelles peuvent aider le monde à se libérer de ce qui le contraint et écrase tant de vies. L'important est que les plus pauvres puissent dire les choses avec leurs propres mots qui n'ont pas besoin d'être interprétés, leur parole directe porte une puissance qui peut féconder le monde. » *Nathalie B., France*

« Une famille unie pour l'avenir des enfants dans un monde sans violence, libéré des groupes armés et des guerres d'agression. » *Benjamin, République démocratique du Congo*

« La prise en compte des idées des plus pauvres est une marche vers une société plus juste. » *Contribution collective, Sénégal*

« Ce qui sera gagné pour les personnes en situation de pauvreté, sera aussi gagnée pour toute autre personnes fragile et exclue » *Nathalie Ba., France*

« La question de la paix revêt une importance mondiale croissante. Elle est liée aux questions de justice (ou d'absence de justice) au niveau international. » *Roberto, Uruguay*

Face à la violence, croiser nos savoir, croiser nos luttes

Il est indispensable de donner la parole aux personnes directement concernées par l'expérience de la grande pauvreté, de se mettre réellement à leur écoute. Nous ne pouvons pas nous passer de leurs savoirs d'expérience pour transformer en profondeur la société. À ces savoirs d'expérience que l'on pourrait qualifier de « savoirs chauds » au même titre que les savoirs d'action des praticien·ne·s, il faut mêler des « savoirs froids » issus du travail des universitaires pour produire une connaissance qui mène au combat pour mettre fin à la misère. celles et ceux qui veulent participer à ce combat doivent chercher les voies pour entrer en dialogue avec de nouvelles pensées, à commencer par celles des premières personnes concernées. Pour agir collectivement sur le monde (même à petite échelle), nous avons besoin de décoder la réalité et pour ça, il nous faut des outils, des grilles de lecture. Comment s'assurer que les « lunettes » que nous chaussons pour lire le réel soient les bonnes et qu'elles ne laissent pas une part de la réalité dans l'ombre ? Qu'elles n'abandonnent pas une partie des personnes concernées au silence ? C'est en tissant les fils de plusieurs pensées – des pensées qui ne partent pas du même endroit dans la société –, en croisant les savoirs que nous pourrions transformer durablement la société, mettre fin aux injustices et faire la paix au sens plein du terme, en nous et avec les autres. Voilà un cap et un ferment de changement radical de civilisation à portée de main. Alors, croisement partout, croisement tout le temps !

4. Premiers échos à cette synthèse

a) Éléments de contexte

Pour la première fois cette année, des rencontres à distance ont eu lieu après ce premier travail de synthèse des réponses reçues au questionnaire en ligne. Ces échanges ont réunis au total **22 personnes de 9 nationalités différentes** lors de **quatre rencontres**¹⁹. Ces dialogues ont été imaginés pour rendre les grandes lignes de cette synthèse (les principales idées-clé appuyées par quelques paroles fortes) aux personnes ayant participé à la consultation et donner à d'autres l'opportunité de s'y joindre à cette étape. L'objet de ces échanges était aussi de vérifier les analyses avancées dans cette synthèse et nous assurer de la validité et de la cohérence de la mise en dialogue des réponses entre elles. Nous voulions que ces temps permettent aux personnes présentes de réagir, d'approfondir voire d'éclaircir certaines idées, de les reformuler. De mettre en évidence des points d'accord ou, au contraire, de désaccord, de faire émerger des questions et des pistes d'action. Enfin, un des objectifs de ces rencontres était de nous donner de l'élan pour nous mettre ensemble en chemin vers la Journée mondiale du refus de la misère.

b) Quelques éléments de réflexion

De plusieurs heures d'échanges, nous avons fait le choix de retenir quelques idées qui nous semblent prolonger, compléter ou approfondir celles qui se trouvaient déjà dans les réponses reçues au questionnaire.

- Inscrire ou réinscrire la Journée mondiale du refus de la misère dans une démarche de plaidoyer national et international en s'appuyant sur les Objectifs des Nations Unies pour le développement durable (ODD). L'objectif 16 consiste à « *promouvoir des sociétés pacifiques et ouvertes à tous, à assurer l'accès à la justice pour tous et à mettre en place des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous à tous les niveaux.* »²⁰ L'objectif 17, quant à lui, vise la création de nouveaux partenariats entre les différents secteurs de la société – puissance publique, monde des entreprises et société civile – pour atteindre ces objectifs. « *Le programme 2030 est universel et appelle tous les pays – développés et en développement – à agir pour que personne ne soit laissé pour compte.* »²¹ Ces objectifs font partie d'un agenda politique de la communauté internationale dont l'échéance arrive en 2030, dans six ans. Il s'agit d'interpeller les Nations Unies et les États membres sur la mise en œuvre et le suivi de ces objectifs ambitieux. Les deux objectifs cités sont des leviers pour appeler à la participation des personnes en situation de pauvreté aux décisions qui concernent leur vie et leur avenir et aux grandes questions de société. Il serait notamment intéressant de demander aux

19 Ces rencontres ont eu lieu en trois langues les 27 mars, 01^{er} avril (français) et 29 mars 2024 (anglais et espagnol). Elles ont duré deux heures chacune.

20 Site internet de l'Organisation des Nations Unies, <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/peace-justice/> [consulté le 09 avril]

21 Site internet de l'ONU <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/globalpartnerships/> [consulté le 09 avril]

personnes qui vivent la misère leur définition de ce que sont des « institutions efficaces ».

- Plusieurs personnes ont insisté sur le fait que **la maltraitance est protéiforme**. Elle prend des formes très différentes. La violence de la société et celle des institutions se renforcent et s'entretiennent l'une l'autre. Face à ces violences, il semble essentiel d'entrer dans une action collective pour se donner de la force, interpeller les pouvoirs publics et revendiquer l'accès de toutes et tous aux droits de toutes et tous. Malheureusement, dans de nombreux pays encore, la corruption est un ferment d'impuissance tout comme les politiques publiques irresponsables qui organisent une redistribution à l'envers (de celles et ceux qui ont le moins vers celles et ceux qui ont le plus). Aujourd'hui, on observe la répression de la mobilisation collective, aussi bien symboliquement (par la décrédibilisation ou l'intimidation) que physiquement (les violences policières). Cette violence produit de l'impuissance, de la désespérance et conduit parfois – que l'on pense à la situation de pays où l'État s'est effondré, où le pouvoir politique est vacant ou manipulé par des puissances étrangères – à produire encore plus de violences.
- En Palestine, la guerre qui sème la désolation a projeté des nombreuses personnes au chômage créant ainsi une forme nouvelle de précarité et de détresse chez des personnes qui jusque-là avaient un travail et pouvaient subvenir à leurs besoins.

« [...] près de 70 % des habitants de Cisjordanie dépendaient en fait du travail en Israël. Et cela s'est arrêté depuis octobre [2023]. [...] tout est lié à la politique. Si la politique n'est pas stable, l'économie ne l'est pas non plus. » *Samah, Palestine*

Ces situations d'urgence humanitaire font écran à la réalité quotidienne des personnes qui vivent la misère. Il n'y a pas de hiérarchie dans la souffrance et nous ne devons pas entretenir de "concurrence victimaire" dont nous observons ce qu'elle peut produire de surplus de souffrance, de ressentiment et de violence. Au-delà de ces contradictions apparentes, nous devrions chercher ce qui peut nous rassembler et fédérer nos luttes pour leur donner de la force. De ce point de vue, n'avons-nous pas des choses à apprendre des personnes les plus opprimées par la misère ?

- La violence, quelle qu'elle soit, est **un traumatisme** inscrit dans le cœur et dans le corps. Ce traumatisme se transmet de génération en génération. L'expérience de la misère est un de ces traumatismes dont une personne peut hériter même si ces conditions matérielles de vie s'améliorent. C'est une idée que les travaux de chercheuses et de chercheurs explorent depuis plusieurs années. Évoquée lors de nos échanges, nous voulions la mentionner ici pour stimuler la réflexion et la discussion.

Comité international 17 Octobre

12 rue Pasteur F-95480 Pierrelaye – FRANCE

comite.international@oct17.org

Forum du refus de la misère

12 rue Pasteur F-95480 Pierrelaye – FRANCE

refuserlamisere@atd-quartmonde.org

Équipe d'édition de la synthèse :

Kysly JOSEPH, Sébastien GOTTI, Thomas PIZARD, Aye Aye WIN, Jean TONGLET, Évelyne de MEVIUS

Avril 2024